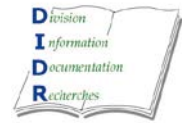


TURQUIE



11 octobre 2017



Service militaire et situation des appelés d'origine kurde

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le service militaire en Turquie	3
1.1. Législation.....	3
1.2. Le décret-loi n°691 de juin 2017	4
1.3. Le service dans la gendarmerie	5
2. Situation des militaires d'origine kurde	7
2.1. Attitude des conscrits kurdes envers le service militaire	7
2.2. Allégations de discriminations et de morts suspectes	8
2.3. Militaires d'origine kurde tués dans des affrontements et attentats attribués au PKK.....	10
2.3.1. Les « martyrs »	10
2.3.2. Cas de soldats kurdes tués dans le conflit kurde.....	10
2.3.3. Allégations de traitement inégal.....	11
2.4. Cas de désertion en direction du PKK.....	12
Bibliographie.....	13

Résumé

Le service militaire en Turquie. Législation : changements récents. Le décret-loi n°691. Le service dans la gendarmerie. Situation des militaires d'origine kurde. Attitude des conscrits kurdes envers le service militaire. Allégations de discriminations et de morts suspectes. Militaires d'origine kurde tués dans des affrontements et attentats attribués au PKK : les « martyrs » ; cas de soldats kurdes tués dans le conflit kurde ; allégations de traitement inégal. Cas de désertion en direction du PKK.

Abstract

Military service in Turkey. Legislation: recent changes. Decree-Law No. 691. Service in the gendarmerie. Situation of soldiers of Kurdish origin. Attitude of Kurdish conscripts towards military service. Allegations of discrimination and suspicious deaths. Kurdish soldiers killed in clashes and attacks attributed to the PKK: "martyrs"; cases of Kurdish soldiers killed in the Kurdish conflict; allegations of unequal treatment. Cases of desertion towards the PKK.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Le service militaire en Turquie

1.1. Législation

Le service militaire en Turquie a fait l'objet d'une étude de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, publiée en juin 2014¹, et d'un rapport du Home Office britannique, publié en mars 2016². Les jeunes hommes sont enregistrés à l'âge de 20 ans et doivent accomplir leur service obligatoire au sein des forces armées à partir de l'âge de 21 ans et jusqu'à l'âge de 40 ans. La durée du service est de 12 mois pour les non-diplômés. Les titulaires d'un diplôme d'études supérieures ont le choix entre un service court de 6 mois comme simple soldat et un service long de 12 mois comme officier de réserve³. Une personne peut aussi être exclue du service militaire pour cause d'orientation sexuelle, l'homosexualité étant considérée comme un « désordre psychologique »⁴.

Selon une étude publiée en janvier 2016 par l'Université de Munich, les policiers et les pompiers ne sont pas exemptés du service militaire⁵. Cependant, les informations à ce sujet sont en partie contradictoires : selon le centre d'études juridiques britannique Institute of Advanced Legal Studies, jusqu'à l'instauration du décret-loi n°691 de juin 2017 (voir 1.2.), les policiers bénéficiaient d'une exemption de fait et n'étaient appelés que s'ils quittaient la police avant un délai de dix ans⁶.

Par ailleurs, un jeune homme peut être exempté si son frère a été tué ou gravement blessé pendant son service⁷. Selon les instances canadiennes de l'asile, cette règle ne s'applique que si le frère a été tué lors d'une attaque terroriste⁸.

La loi prévoit plusieurs possibilités de report du service militaire énumérées par l'article 35 de la loi n°111⁹ :

- Troubles du développement physique (Art. 35.A)
- Maladies pour lesquelles un traitement est possible dans un temps déterminé (Art. 35.B)
- Emprisonnement (Art. 35.B)
- Scolarisation dans l'enseignement secondaire, supérieur, vocationnel ou militaire ; cette exemption ne s'applique pas à ceux qui ne suivent pas leurs études régulièrement, ou qui ont échoué à leurs examens deux années de suite, ou qui ont changé de filière en cours d'études (Art. 35.C)
- Avoir un frère accomplissant son service militaire la même année si le père ou la mère est veuf : dans ce cas, l'incorporation est retardée jusqu'à la fin du service du frère(Art.D)

¹ Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), "Turkey: Military service, both compulsory and voluntary, including requirements, length, alternatives and exemptions; consequences of draft evasion and conscientious objection (2011-May 2014)", 04/06/2014.

² United Kingdom Home Office, "Country Information and Guidance: Turkey: Military Service", 02/03/2016.

³ Central Intelligence Agency (CIA, Etats-Unis), "The World Factbook – Turkey", m. à j. 19/07/2017, § "Military and Security". United Kingdom Home Office, "Country Information and Guidance: Turkey: Military Service", 02/03/2016, p. 9. Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), "Turkey: Military service, both compulsory and voluntary, including requirements, length, alternatives and exemptions; consequences of draft evasion and conscientious objection (2011-May 2014)", 04/06/2014.

⁴ United Kingdom Home Office, "Country Information and Guidance: Turkey: Military Service", 02/03/2016, p. 14.

⁵ TORUN Huzeyfe et TUMEN Semih, "The Effects of Compulsory Military Service Exemption on Education and Labor Market Outcomes: Evidence from a Natural Experiment", MPRA, Université de Munich, 30/01/2016, p.7.

⁶ Institute of Advanced Legal Studies, "Library of Congress Global Legal Monitor - Turkey: More Emergency Decrees Issued", 08/09/2017.

⁷ TORUN Huzeyfe et TUMEN Semih, "The Effects of Compulsory Military Service Exemption on Education and Labor Market Outcomes: Evidence from a Natural Experiment", MPRA, Université de Munich, 30/01/2016, p.7.

⁸ Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), "Turkey: Military service, both compulsory and voluntary, including requirements, length, alternatives and exemptions; consequences of draft evasion and conscientious objection (2011-May 2014)", 04/06/2014.

⁹ TURQUIE, "Law No. 1111 of 1927, Military Law" (traduction anglaise non officielle), 20/03/1927, Art. 35

- Appartenir à certaines branches du service public, spécialement au secteur nucléaire (Art. 35.E.1)
- Etudes supérieures ou formation spécialisée de haut niveau (Art. 35.E.2) ou activité de recherche et développement (Art. 35.F)
- Travail à l'étranger, si la personne peut produire un permis de séjour et un justificatif d'emploi : cette demande peut être renouvelée tous les deux ans jusqu'à l'âge de 38 ans (Art. 35.G)¹⁰

Certaines de ces dispositions pourraient être modifiées par l'application du décret-loi n°691 de juin 2017 (voir 1.2.).

L'article 26 de la loi n°111, amendé en 1992, précise les documents et examens requis pour bénéficier d'un report¹¹.

Une loi votée en décembre 2014 permet d'échapper au service militaire en payant une somme de 18 000 livres turques (TRY), soit 4 286 euros au 1^{er} octobre 2017, somme qui équivaut à un an de revenu moyen. Cette loi est critiquée par une partie de l'opinion et l'association pour l'objection de conscience Vicdani Ret (VR-DER) la juge discriminatoire envers les pauvres¹².

Il n'existe pas d'alternative civile au service militaire¹³. L'objection de conscience n'est pas admise par la loi turque : le refus du service militaire pour raisons religieuses est passible d'une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement¹⁴. Dans un cas survenu en 2016, la personne concernée, membre de la communauté des Témoins de Jéhovah, a été condamnée à une amende de 7 500 livres turques (1 785 euros)¹⁵.

1.2. Le décret-loi n°691 de juin 2017

Le décret-loi du 22 juin 2017 est la plus récente des réformes législatives concernant le service militaire. Depuis le coup d'Etat manqué des 15-16 juillet 2016, le gouvernement a instauré l'état d'urgence et promulgué une série de décrets-lois visant à réprimer deux mouvements considérés comme terroristes : le PKK¹⁶ (voir 2.) et la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen, présentée par les autorités turques comme « organisation terroriste fetullahiste » (« *Fethullahçı Terör Örgütü* », FETÖ)¹⁷. Le décret-loi n°691, promulgué le 22 juin 2017, modifie l'article 10 de la Loi sur le service militaire en ordonnant l'appel immédiat sous les drapeaux de « ceux qui sont membres de ou en relation avec une organisation terroriste ou une organisation impliquée dans des actions contre la sécurité nationale » s'ils en avaient été précédemment exemptés¹⁸. Le ministre de la Défense, interrogé par la chaîne de télévision privée NTV, déclare que ce décret s'applique également aux policiers, habituellement exemptés de service militaire, s'ils

¹⁰ TURQUIE, "Law No. 1111 of 1927, Military Law" (traduction anglaise non officielle), 20/03/1927, Art. 35 amendé en 1935.

¹¹ TURQUIE, "Law No. 1111 of 1927, Military Law" (traduction anglaise non officielle), 20/03/1927, Art. 26 amendé en 1987 et 1992.

¹² Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), « Turquie : information sur la loi de 2014 sur l'exemption du service militaire, y compris sur l'application de la loi; information sur d'autres lois concernant l'exemption payée du service militaire (2014-octobre 2016) », 30/01/2017.

¹³ Home Office, "Country Information and Guidance: Turkey: Military Service", 02/03/2016, p.19.

¹⁴ US Department of State, "2016 Report on International Religious Freedom – Turkey", 15/08/2017, § Legal Framework.

¹⁵ Id., § « Government Practices ».

¹⁶ Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, voir 2.3.) « *Partiya Karkerên Kurdistanê* » en kurde) est un mouvement armé pro-kurde engagé depuis 1984 dans un conflit avec les forces de sécurité turques.

¹⁷ UN Office of the High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in South-East Turkey: July 2015 to December 2016", 02/2017. EASO, "EASO Country of Origin Information Report : Turkey, Country Focus", 11/2016.

¹⁸ Institute of Advanced Legal Studies, "Library of Congress Global Legal Monitor - Turkey: More Emergency Decrees Issued", 08/09/2017. ANF, "Is Erdoğan building a new paramilitary army?" 23/06/2017. Hürriyet Daily News, "New decree law in Turkey imposes military service on terror convicts", 23/06/2017. NTV, "Son dakika... 691 sayılı KHK yayımlandı", 23/06/2017.

viennent à quitter leurs fonctions dans la police après moins de dix ans d'exercice¹⁹. En outre, le décret n°691 prévoit de condamner comme « fugitif » tout militaire qui passerait plus de trois jours à l'étranger sans autorisation : il devient passible d'une peine d'un à cinq ans de prison²⁰.

Un article publié le 26 juin 2017 par l'agence pro-kurde ANF s'inquiète de l'usage possible qui pourrait être fait de cette loi pour constituer des unités spéciales de répression à partir de repris de justice. Il rappelle que l'Etat turc a employé à plusieurs reprises de tels éléments criminels²¹.

Dans une interview donnée au site d'information Gazete Duvar, de tendance libérale, l'avocate Hülya Üçpınar, connue pour avoir plaidé en défense d'objecteurs de conscience, déclare que ce décret vise les mêmes citoyens qui ont été condamnés à la « mort civile » (privation de droits) et à la prison et qui, maintenant, peuvent être envoyés au service militaire, particulièrement les universitaires et les policiers. Elle critique le fait que l'application du décret soit confiée au tribunal administratif et non au tribunal judiciaire²².

Dans les sources consultées en français, anglais et turc, aucune information n'a été trouvée sur l'éventuelle mise application de cette mesure.

1.3. Le service dans la gendarmerie

Le service militaire peut être accompli au sein de la gendarmerie : les conscrits reçoivent un entraînement militaire de base suivi de formations spécialisées²³. Selon la chercheuse turque Sümbül Kaya, en 2008, les hommes des commandos engagés dans les zones de combat de l'est du pays sont habituellement issus des classes populaires ou moyennes inférieures et souvent de la paysannerie²⁴. Dans une thèse présentée en 2013, la même chercheuse indique que ce sont généralement les conscrits à faible niveau scolaire qui sont affectés à l'infanterie ou à la gendarmerie²⁵. En 2015, selon la même chercheuse, les soldats affectés aux opérations de combat sont généralement ceux, appelés ou professionnels, issus de différents corps dont la gendarmerie, qui reçoivent une formation de trois mois dans les commandos : d'autres soldats des mêmes unités, mais sans cette formation, sont affectés aux services de soutien²⁶.

Selon le chercheur américain John L. Clarke, la gendarmerie turque (« *jandarma* ») est une force de police fortement militarisée, équipée et formée pour mener des opérations de contre-insurrection contre les groupes indépendantistes kurdes. Elle fait partie des forces armées (« *Türk Silahlı Kuvvetleri* », TSK en turc) tout en travaillant en étroite coopération avec la police et le ministère de l'Intérieur²⁷. Jusqu'en 2016, selon les informations recueillies par le Bureau européen d'appui pour l'asile (EASO), son statut était celui d'une force de caractère militaire dépendant du ministère de l'Intérieur pour ses missions de maintien de l'ordre et de l'état-major de l'armée pour son entraînement et ses tâches à caractère militaire²⁸. Un décret du 27 juillet 2016 l'a soustraite à la tutelle

¹⁹ Hürriyet Daily News, "New decree law in Turkey imposes military service on terror convicts", 23/06/2017. NTV, "Son dakika... 691 sayılı KHK yayımlandı", 23/06/2017.

²⁰ Institute of Advanced Legal Studies, "Library of Congress Global Legal Monitor - Turkey: More Emergency Decrees Issued", 08/09/2017. NTV, "Son dakika... 691 sayılı KHK yayımlandı", 23/06/2017.

²¹ ANF, "Is Erdoğan building a new paramilitary army?" 23/06/2017.

²² Gazete Duvar, "Hedefte ihraç edilmiş polisler ve akademisyenler mi var?" 23/06/2017.

²³ Global Security, "Gendarmerie General Command - Jandarma Genel Komutanlığı", 02/09/2017.

²⁴ KAYA Sümbül, « La fabrique du 'soldat-citoyen' à travers la conscription en Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2008.

²⁵ KAYA Sümbül, « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie », Thèse dirigée par le Professeur Gilles DORRONSORO, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 25/11/2013.

²⁶ KAYA Sümbül, « La construction sociale et étatique du "martyr" en Turquie : l'exemple du décès des soldats des forces armées turques lors des opérations de lutte anti-terroriste », *Signes, Discours et Sociétés*, 15. La fabrique des martyrs, 25/06/2015.

²⁷ CLARKE John L., *What Should Armies Do?: Armed Forces and Civil Security*, Routledge, 2016.

²⁸ EASO, p. 39-40.

militaire et placée entièrement sous contrôle civil²⁹. Ses fonctions comprennent la lutte contre la criminalité, notamment la contrebande, et la surveillance des frontières³⁰. L'institut Jane's Sentinel Security, en avril 2015, estime son effectif à 150 000 hommes en service normal plus 50 000 réservistes³¹. En 2016, selon John L. Clarke, elle compte plus de 200 000 hommes, 1 500 véhicules dont certains blindés, 60 hélicoptères. Elle assure des tâches de police anti-émeutes et de contrôle des frontières. Elle comprend des forces spéciales affectées notamment à la lutte antiterroriste et au secours d'otages³².

Selon le site web de la gendarmerie turque, l'affectation d'un appelé à une branche des forces armées (gendarmerie, armée de terre, etc.) se fait au moment du recrutement par un système chiffré aléatoire. L'affectation à un poste dépend ensuite du commandement général de la gendarmerie. Un appelé peut choisir de servir comme soldat spécialisé ou sous-officier spécialisé (« *specialized sergeant* » en anglais) en passant une série de tests d'aptitude physique, capacités et connaissances. Pour une candidature aux fonctions de sous-officier spécialisé, un diplôme d'études secondaire est requis³³.

Les sources publiques consultées n'indiquent pas la proportion d'appelés au sein du corps de la gendarmerie.

Depuis 2015, les personnels de la gendarmerie reçoivent une formation aux droits de l'homme ainsi qu'à l'égalité des genres et à la prévention de la violence envers les femmes³⁴. Le site web de la gendarmerie turque présente, en turc, anglais et français, une information sur le « Centre d'examination [sic] et d'évaluation de la violation des droits de l'homme de la gendarmerie » (« *Jandarma Genel Komutanlığı* », JİHİDEM) ainsi qu'un formulaire permettant de signaler et déposer un recours en cas d'éventuelle violation³⁵.

De janvier à août 2016, selon les données rassemblées par le Département d'Etat américain, le JİHİDEM a ouvert 19 procédures, 16 aboutissant à un non-lieu et 3 étant toujours en cours à la fin de l'année. Dans la même période, 60 membres de la gendarmerie ont fait l'objet de procédures disciplinaires conduites par la police nationale turque et 83 de procédures criminelles pour usage excessif de la force ; aucune de ces procédures n'a abouti à une sanction³⁶.

Dans un rapport publié en février 2017, le Comité contre la torture des Nations Unies signale de nombreux témoignages de détenus et d'avocats concernant des cas de torture et mauvais traitements du fait des forces de police et de gendarmerie. Ces pratiques sont généralement impunies³⁷.

Après le coup d'Etat manqué de juillet 2016, comme d'autres institutions turques, la gendarmerie a fait l'objet d'une purge afin d'écarter les sympathisants présumés de la confrérie islamique de Fethullah Gülen³⁸. Plusieurs sources mentionnent, depuis juillet 2016, la mise à pied de nombreux fonctionnaires civils d'origine kurde, notamment

²⁹ US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2016 – Turkey" - § "Role of the Police and Security Apparatus", 03/03/2017.

³⁰ EASO, p. 39-40.

³¹ EASO, p. 40.

³² CLARKE John L., *What Should Armies Do?: Armed Forces and Civil Security*, Routledge, 2016.

³³ Gendarmerie turque, « Personnel structure of Gendarmerie General Command », n.d. La page correspondante en langue turque n'est pas accessible au moment de la recherche.

³⁴ EASO, p. 40.

³⁵ Gendarmerie turque, « Le but du centre d'examination [sic] et d'évaluation de la violation des droits de l'homme de la gendarmerie (JİHİDEM) », n.d.

³⁶ US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2016 – Turkey" - § "Role of the Police and Security Apparatus", 03/03/2017 .

³⁷ UN Office of the High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in South-East Turkey; July 2015 to December 2016", 02/2017, p. 15.

³⁸ Hürriyet Daily News, "Some 35 soldiers on active duty detained over Gülen links in Ankara-based operation", 05/06/2017. RTS, « Plus de 1200 limogeages dans la gendarmerie turque », 03/11/2016.

d'enseignants, soupçonnés par les autorités de sympathie pour le PKK³⁹ ; en revanche, ces sources ne mentionnent pas de mesures spécifiques visant les militaires d'origine kurde.

2. Situation des militaires d'origine kurde

2.1. Attitude des conscrits kurdes envers le service militaire

Le chercheur turc Yılmaz Adal, dans une étude publiée en 2016 sur l'attitude des jeunes Kurdes de Turquie envers le service militaire, relève des réactions variées. Dans la province de Mardin (Sud-Est), de population mixte (d'origine kurde, turque et arabe), une minorité approuve entièrement l'obligation du service militaire. Certains le considèrent même comme une obligation religieuse arguant que « même notre prophète Mahomet a servi ». D'autres, notamment d'origine kurde alévie (minorité religieuse non sunnite), insistent davantage sur le « devoir national »⁴⁰.

Il arrive que des médias turcs publient ponctuellement des articles sur des jeunes Kurdes partant au service militaire, les décrivant comme heureux et fiers de remplir leur devoir envers la patrie turque. Ainsi, en novembre 2015 un reportage du journal en ligne Haberler montre de jeunes appelés dansant le « *halay* » (danse traditionnelle) en présence de leurs familles rassemblées devant la caserne de Van (Est)⁴¹. De même, dans un article du journal kurde Rudaw, la famille d'Emrah Uygun, mort dans des conditions controversées alors qu'il effectuait son service militaire en juin 2017 (voir 2.3.2.), déclare qu'il l'avait rejoint avec beaucoup d'enthousiasme et que, dans les premiers temps, il paraissait heureux⁴².

Le 1^{er} août 2017, le quotidien turc Hürriyet publie également un court article d'information locale relatant une fête organisée par des jeunes gens d'Eleşkirt (province d'Ağrı) en l'honneur de l'un d'eux qui part faire son service militaire dans la gendarmerie. L'article décrit la fête avec concert, drapeau, torches, « *halay* » et chants patriotiques (« Le plus grand soldat est notre soldat⁴³ »), en insistant sur le fait que ces jeunes gens sont d'origine kurde : « Un Kurde turc d'Ağrı part au service militaire à Bilecik »⁴⁴. Bilecik (près de Bursa, Nord-Ouest) ne se trouve pas dans les zones de conflit.

Mais selon Yılmaz Adal, la plupart des Kurdes se résignent à effectuer leur service comme une nécessité à laquelle il est impossible d'échapper. Un ancien appelé, âgé d'une quarantaine d'années, affichant son identité kurde, déclare ainsi qu'il a servi par contrainte et avec mauvaise conscience : « *Vous n'avez pas l'impression de faire vraiment partie [de l'armée] parce que vous êtes kurde et que vous savez contre qui vous vous battez [d'autres Kurdes]* »⁴⁵. Les personnes questionnées expliquent leur acceptation par le fait que pour un réfractaire (« *kaçak* ») qui n'a pas ses papiers militaires en règle, il est à peu près impossible de bénéficier des services publics, enseignement, hôpitaux, etc. En outre, il existe une forte pression familiale et sociale : il est très difficile de se marier sans avoir fait son service⁴⁶.

Le slogan souvent rappelé : « Tout Turc naît soldat », apparaît de fait souvent problématique pour les jeunes Kurdes qui ne se considèrent pas comme « Turcs » au

³⁹ US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2016 – Turkey", 03/03/2017, § "Children". UN Office of the High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in South-East Turkey: July 2015 to December 2016" - § J. "Labour Rights", 02/2017.

⁴⁰ ADAL Yılmaz, "Fighting against your own': Kurdish men serving in the Turkish army", Central European University, 2016, p. 25-27.

⁴¹ Haberler, « Kürt Gençleri Askere Kürtçe Şarkılarla Uğurlandı », 06/11/2015.

⁴² Rudaw, "Kürt askerinin şüpheli ölümü", 09/06/2017.

⁴³ En turc : "En büyük asker bizim asker".

⁴⁴ Hürriyet, "Ağrı'dan Bilecik'e, Kürtçe türkülerle asker uğurlaması", 01/08/2017.

⁴⁵ ADAL Yılmaz, "Fighting against your own': Kurdish men serving in the Turkish army", Central European University, 2016, p. 27-28. Voir aussi ÜNSALDI Levent, « Le système de valeurs de l'armée turque », CERIS-Sciences Po, 11/2004.

⁴⁶ ADAL Yılmaz, "Fighting against your own': Kurdish men serving in the Turkish army", Central European University, 2016, p. 25-27.

sens ethnique⁴⁷. Alors que le service dans l'armée joue un rôle important dans la construction de l'identité masculine chez les jeunes d'origine turque, ceux d'origine kurde ont beaucoup plus de mal à s'identifier aux valeurs militaires basées sur l'identité turque. Parmi les jeunes hommes questionnés en 2016 dans la région de Mardin, même ceux qui approuvent le principe du service militaire déclarent y avoir ressenti une discrimination envers les Kurdes⁴⁸.

2.2. Allégations de discriminations et de morts suspectes

Selon un reportage réalisé en 2010 par la chaîne américaine ABC News, cité en 2011 par l'institut britannique Country of Origin Research and Information (CORI), les conscrits d'origine kurde peuvent occasionnellement faire l'objet de plaisanteries ou de remarques racistes bien qu'il n'y ait pas de discrimination systématique à leur égard. Dans les unités affectées à des opérations de combat dans l'est du pays, ces plaisanteries mettent parfois en valeur leur parenté supposée avec les combattants clandestins du PKK : « *Pour savoir si bien tirer, tu dois être un terroriste* » ou, après un affrontement, « *Tu t'en sortiras bien si [les rebelles] attaquent, ils ne vont pas te tuer* »⁴⁹. Les informations sur les difficultés rencontrées par les jeunes Kurdes au sein de l'armée turque provenant en grande partie de médias et association pro-kurdes, il convient toutefois de les utiliser avec réserves compte tenu de leur caractère militant.

Entre 2007 et 2010, plusieurs sources, généralement proches de la mouvance pro-kurde, mentionnent des morts suspectes de jeunes appelés d'origine kurde en les présentant comme des meurtres camouflés en accidents ou suicides⁵⁰. Le 30 octobre 2014, l'agence pro-kurde Firat News Agency (ANF) publie également un article sur la « mort suspecte d'un soldat kurde ». Ferhat Işık, originaire de Van (Est), décédé deux jours plus tôt à Uludere (province de Şırnak) pendant son tour de garde à la caserne de gendarmerie. D'après les autorités, il s'est suicidé d'une balle dans la poitrine mais l'article cite des témoignages de proches selon lesquels il avait eu une altercation avec son commandant attestant que le visage du défunt, dont ils avaient pu voir le corps avant son inhumation, présentait des marques de coups⁵¹.

L'auteure indépendante néo-zélandaise Sheri Laizer, spécialiste du Moyen-Orient et de la question kurde⁵², souligne dans un article publié en mars 2016 par le site kurde anglophone Ekurd Daily, que :

« Historiquement, les Kurdes sont particulièrement confrontés au risque de subir des violations des droits de l'homme et même la mort lorsqu'ils accomplissent leur service militaire. Selon les sources, ces morts sont toujours présentées par les sources militaires comme « suicides », « tirs accidentels », « accidents » et « incidents d'entraînement » (...) Les fugitifs et réfractaires kurdes sont généralement perçus comme des sympathisants du PKK pour avoir manqué à accomplir volontairement leur service militaire. Le service militaire est considéré par les Turcs comme un service sacré envers la « mère patrie » (« Anavatan »). Cette attitude met immédiatement les Kurdes à part et expose un Kurde, à titre individuel, à des interrogatoires poussés, des sanctions du tribunal militaire en fonction de la branche et du lieu de sa convocation militaire et des

⁴⁷ ADAL Yılmaz, "Fighting against your own': Kurdish men serving in the Turkish army", Central European University, 2016, p. 12-14.

⁴⁸ ADAL Yılmaz, "Fighting against your own': Kurdish men serving in the Turkish army", Central European University, 2016, p. 27-28. Sur la place des valeurs militaires dans la culture turque, voir ÜNSALDI Levent, « Le système de valeurs de l'armée turque », CERI-Sciences Po, 11/2004.

⁴⁹ Country of Origin Research and Information (CORI), "Turkey: Military, conscription, ethnic Kurds, discrimination, deployment, draft evasion", 20/01/2011.

⁵⁰ Country of Origin Research and Information (CORI), "Turkey: Military, conscription, ethnic Kurds, discrimination, deployment, draft evasion", 20/01/2011.

⁵¹ ANF News, "Kürt askerinin şüpheli ölümü", 31/10/2014.

⁵² The Independent, « The Honorary Kurd », 01/06/1996. Ekurd, « About Sheri Laizer », n.d.

risques personnels accrus lorsqu'il est envoyé au service militaire après avoir accompli sa peine réglementaire. »⁵³

Le 8 août 2016, une dépêche de l'agence pro-kurde DİHA⁵⁴ est reproduite par les sites d'information Demokrat Haber et Özgür Gündem sous le titre « La mort suspecte d'un soldat kurde pendant le service militaire à Tokat ». Le jeune homme concerné, Mevlam Öztekin, né dans le district de Derik (province de Mardin, Sud-Est) et dont la famille habite à Beykoz (quartier d'Istanbul sur la rive asiatique), effectuait son service militaire obligatoire depuis six mois à Tokat en Anatolie centrale : il est mort le 7 août 2016, dans des circonstances que les autorités militaires présentent comme un suicide dû à sa fragilité psychologique⁵⁵. L'information est reprise par le site local Mardin Haber, sans mention de l'origine kurde du défunt⁵⁶, et par un communiqué de l'association « Human Rights Foundation of Turkey », publié par Mesop, un site pro-kurde basé en Allemagne⁵⁷.

Du 1^{er} janvier au 27 septembre 2016, l'association turque « Soldiers' Rights Platform », citée par le rapport de 2017 du Département d'Etat américain sur les droits de l'homme en Turquie, enregistre au moins cinq cas de suicide dans l'armée turque mais estime que leur nombre réel pourrait être au moins double. D'après une autre ONG turque, « Human Rights Joint Platform », plusieurs de ces suicides pourraient être liés à des cas de harcèlement sur la base de l'origine ethnique ou de l'orientation sexuelle des victimes, notamment pour les soldats d'origine kurde ; l'ONG reconnaît cependant que ces motifs sont difficiles à établir en l'absence de données officielles sur l'ethnie ou l'orientation sexuelle des conscrits⁵⁸.

Le 6 juin 2017, le journal en ligne Evrensel consacre un article à la mort d'Emrah Uygun, 21 ans, originaire d'Iğdır (Est), qui effectuait son service militaire dans la gendarmerie à Gaziantep (Sud-Est) et se serait suicidé avec son fusil pendant une garde nocturne⁵⁹. Le 9 juin 2017, le journal en ligne pro-kurde Rudaw consacre un article à cette affaire sous le titre « La mort suspecte du soldat kurde ». Le journaliste cite les propos de la mère et d'autres parents d'Emrah Uygun, une famille kurde établie à Istanbul : d'après eux, le jeune homme était parti avec enthousiasme et paraissait heureux de son sort quand, au bout de quatre mois, l'armée leur a annoncé sa mort par suicide. D'après le journaliste, il s'agit du dixième jeune Kurde d'Istanbul décédé dans des conditions comparables depuis un an⁶⁰. L'écart entre les chiffres mentionnés par les différentes sources publiques (cinq suicides suspects en 2016, toutes causes confondues, selon « Soldiers' Rights Platform », et dix en 2016-2017, concernant les seuls jeunes d'origine kurde de la province d'Istanbul, selon Rudaw) n'est pas expliqué.

⁵³ Sheri LAIZER, Ekurd Daily, "Kurdish Conscripts Confront Impossible Odds In Turkey", 01/03/2016

⁵⁴ DİHA (Dicle News Agency) est un média réputé pro-kurde. Poursuivi en justice à plusieurs reprises, il fait partie des 15 publications interdites par décret le 29 octobre 2016. Voir Reporters sans Frontières, « Cumhuriyet, dernière victime en date de la "purge sans fin" des médias turcs », 31/10/2016 ; Committee to protect journalists, "Turkey's Press Freedom Crisis - 4. The Kurdish Cases", 10/2012.

⁵⁵ Demokrat Haber, « Tokat'ta zorunlu askerlik yapan Kürt askerinin şüpheli ölümü », 08/08/2016. Özgür Gündem, « Şüpheli 'Kürt asker' ölümü! », 08/08/2016

⁵⁶ Mardin Haber, « Tokat'ta Derikli Askerin Ölümü », 09/08/2016.

⁵⁷ Mesop, "MESOP REPORT : Human Rights Foundation of Turkey (HRFT/THV) Daily Human Rights Reports August 2016", 08/2016.

⁵⁸ US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2016 – Turkey", 03/03/2017, § "Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment" et § "National/Racial/Ethnic Minorities".

⁵⁹ Evrensel, "Antep'te 'Asker intiharı' iddiası", 06/06/2017.

⁶⁰ Rudaw, "Kürt askerinin şüpheli ölümü", 09/06/2017

2.3. Militaires d'origine kurde tués dans des affrontements et attentats attribués au PKK

2.3.1. Les « martyrs »

La société turque est fortement marquée par le conflit qui oppose les forces de sécurité turques à la guérilla du PKK⁶¹. D'après les chiffres communiqués au Conseil de l'Europe par le ministère de l'Intérieur de Turquie, entre le 20 juillet 2015 et le mois de mai 2016, les affrontements et attentats attribués aux « terroristes » du PKK ont fait 458 tués et 3 321 blessés au sein des forces de l'ordre tandis que « 1 682 terroristes ont été neutralisés et 450 capturés vivants » selon l'expression des autorités turques⁶².

Au cours de l'année 2016, selon l'agence semi-officielle Anadolu, 750 membres des forces de sécurité (armée et police) ont été tués dans des affrontements et attentats attribués au PKK⁶³. De janvier à mai 2017, 7 militaires turcs ont été tués et 27 blessés dans des opérations contre la guérilla⁶⁴. Ces chiffres ne font toutefois pas la différence entre militaires professionnels et appelés. Par ailleurs, l'armée turque n'établit pas de statistiques sur l'origine ethnique des soldats : il n'est donc pas possible de dire combien parmi les tués sont d'origine kurde⁶⁵.

Les soldats tués lors des opérations visant le PKK, qualifiés de « martyrs », font l'objet d'une célébration massive d'ordre à la fois national et religieux⁶⁶. « *Şehit* » (martyr) est le terme usuel en turc pour désigner un soldat tué au combat⁶⁷ ; il est également employé, dans les milieux pro-kurdes, pour désigner les militants et combattants clandestins tués dans le conflit⁶⁸.

2.3.2. Cas de soldats kurdes tués dans le conflit kurde

Des cas de décès de gendarmes et autres militaires d'origine kurde, morts en fonction, sont évoqués par les médias turcs. Ces derniers précisent toutefois rarement s'il s'agit d'appelés ou de professionnels.

Le 27 octobre 2014, un article du site d'information EnSon Haber décrit les funérailles du gendarme Yunus Yılmaz, présenté comme un « soldat martyr kurde » (en turc : « *Şehit asker Kürtçe* »). Agé de 20 ans, le jeune homme a été tué dans un affrontement avec des membres du PKK à Yüksekova (province de Hakkari, Sud-Est) et enterré dans son village d'origine, Dörtöyl (district de Karlıova, province de Bingöl, Est)⁶⁹.

Le 3 août 2015, un article du site d'information Aktuel TV relate les funérailles de deux « martyrs », soldats de la gendarmerie d'origine kurde, respectivement originaires d'Adiyaman et de Siirt (Sud-Est), tués dans un attentat revendiqué par le PKK qui visait le poste de gendarmerie de Karabulak (district de Doğubeyazıt, province d'Ağrı, Est). L'un des deux tués, Mansur Cengiz, enterré à Siirt, était âgé de 21 ans. Le titre de l'article commente les faits : « Il n'y avait pas de HDP aux funérailles des soldats kurdes

⁶¹ Sur le conflit kurde, voir European Asylum Support Office (EASO), "EASO Country of Origin Information. Report Turkey Country Focus", 11/2016, p. 59-65. Conseil de l'Europe; « Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie », § 3. « 3. Situation dans le sud-est de la Turquie », 06/06/2016 ; International Crisis Group (ICG), Crisis Group Europe Briefing N° 80, "The Human Cost of the PKK Conflict in Turkey : The Case of Sur", 17/03/2016.

⁶² Conseil de l'Europe; « Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie », 06/06/2016, p. 14.

⁶³ US Department of State, "Country Report on Terrorism 2016", 19/07/2016.

⁶⁴ Hürriyet, "642 militants 'neutralized' in Turkey since 2017: Ministry", 22/05/2017.

⁶⁵ US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2016 – Turkey", 03/03/2017, § "Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment".

⁶⁶ KAYA Sümbül, « La construction sociale et étatique du "martyr" en Turquie : l'exemple du décès des soldats des forces armées turques lors des opérations de lutte anti-terroriste », Signes, Discours et Sociétés, 15. La fabrique des martyrs, 25/06/2015.

⁶⁷ US Department of State, "2013 International Religious Freedom Report – Turkey", 28/07/2014.

⁶⁸ Voir par exemple : ANF, "28 identified bodies from Nusaybin not handed over to families", 21/09/2017. ; id., "HPG: Special operation centre destroyed in self-sacrifice action", 13/09/2017.

⁶⁹ EnSon Haber, "Şehit asker Kürtçe ağıtlarla toprağa verildi İZLE", 27/10/2014.

martyrs »⁷⁰. Le HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti Démocratique des peuples) est le principal parti pro-kurde. Des membres de la mouvance politique pro-kurde ont été plusieurs fois critiqués et poursuivis en justice pour avoir participé aux funérailles de « terroristes » du PKK⁷¹.

Le même jour, 3 août 2015, le site d'information turc, EnSon Haber publie un article similaire centré sur les funérailles de l'autre soldat kurde mort dans cet attentat, Medet Mat'tı, âgé de 22 ans, enterré à Kahtal (province d'Adıyaman), avec le même commentaire : aucun membre du HDP n'était présent aux funérailles⁷².

Le 11 août 2015, les médias turcs rendent compte des funérailles de Barış Aybek, âgé de 21 ou 22 ans, caporal de la 6^{ème} brigade d'infanterie motorisée, tué dans un affrontement avec le PKK près de la base d'Akdizgin (province de Şırnak) et enterré dans son village d'origine, Gürobası (district de Doganşehir province de Malatya, Est). Le quotidien Milliyet précise que la mère du défunt poussait des lamentations en kurde, tandis que le site Son Haber présente le défunt comme « un soldat kurde tué par des balles kurdes »⁷³.

Le 26 septembre 2015, les médias turcs rendent compte des funérailles de Mehmet Ali Bozkurt, sergent spécialisé de la gendarmerie, tué lors d'un attentat dans le district de Beytussebab (province de Şırnak, Sud-Est) et inhumé par sa famille à Adıyaman. Selon le journal en ligne Haber Türk, le sergent et sa famille sont kurdes. Une vidéo attachée à cet article montre une foule nombreuse qu'un autre article, publié par le quotidien Milliyet, estime à plusieurs milliers de personnes ; cette dernière source précise que lors de la cérémonie, les participants ont crié des slogans hostiles au PKK⁷⁴.

En janvier 2016, un article du quotidien Milliyet⁷⁵ relate les funérailles d'un autre « martyr », Ali Şahin, 26 ans, originaire de Turgutlu (province de Manisa, Ouest), sergent spécialiste de la gendarmerie, tué dans le district de Sur (province de Diyarbakır). Le père du jeune homme décrit ce dernier comme « Kurde et fils de Kurde » tandis qu'un ami du défunt insiste aussi sur son origine kurde en ajoutant : « Nous sommes tous prêts à donner notre vie pour cette patrie »⁷⁶.

2.3.3. Allégations de traitement inégal

Le 3 août 2015, le jour des funérailles de deux soldats d'origine kurde victimes d'un attentat du PKK (voir 2.3.2.), Aycahan İrmek, députée de Şırnak et membre du parti pro-kurde HDP, pose une question parlementaire demandant combien de membres de l'AKP⁷⁷ et d'enfants de membres ou ministres de ce parti, depuis 2002, ont fait leur service militaire obligatoire et où. Selon elle⁷⁸ :

⁷⁰ Aktuel TV, "Şehit olan Kürt askerlerin cenazesinde HDP yok", 03/08/2015. Sur cet attentat, voir Tribune de Genève, « Le PKK revendique un attentat contre une gendarmerie turque », 02/08/2015.

⁷¹ Hürriyet Daily News, "HDP lawmaker Nursel Aydoğan loses seat in parliament", 09/05/2017. BONZON Ariane, « Pourquoi le PKK et l'État turc sont emportés dans une spirale infernale de violence », Slate, 13/12/2016. Hürriyet Daily News, "Aggravated life term sought for HDP deputy in Europe", 23/11/2016. Bianet, "ECHR Convicts Turkey of Punishing Funeral Attendance", 02/12/2014. Id., « Hakkari Mayor Convicted to 15 Months of Prison », 22/08/2013.

⁷² EnSon Haber, "Şehit olan Kürt askerlerin cenazesinde HDP yok", 03/08/2015.

⁷³ Cumhuriyet, "Şehit asker Barış Aybek'in dikkat çeken paylaşımları", 12/08/2015. Hürriyet Daily News, "Military hits PKK bases as violence continues", 11/08/2015. Dersim News, "Barış Aybek'in Babası: Çocuklarımız Öldükten Sonra Vatanın Önemi Yok!", n.d. Son Haber, "PKK kurşunu Kürt askeri vurdu, şehidin annesi Kürtçe ağıtlar yaktı!", n.d.

⁷⁴ Haber Türk, « Şehit Uzman Çavuş Mehmet Ali Bozkurt, Adıyaman'da defnedildi », 26/09/2015.

⁷⁵ Milliyet (« Nation »), quotidien appartenant au groupe d'affaires Holding Demirören, exprime des sensibilités différentes. Entre 2013 et 2017, il a licencié plusieurs journalistes connus qui se montraient critiques envers le gouvernement de l'AKP. Voir Le Monde, Turquie : ' Le Monde' et Reporters sans frontières lancent un appel en faveur de la liberté de la presse », 15/07/2017 ; Reporters sans Frontières, « Cumhuriyet, dernière victime en date de la "purge sans fin" des médias turcs », 31/10/2016 ; Courrier International, « Milliyet », n.d.

⁷⁶ Milliyet, "Bu şehit Kürt oğlu Kürt'tür", 22/01/2016.

⁷⁷ Parti de la Justice et du développement (en turc : « Adalet ve Kalkınma Partisi », AKP), islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002.

⁷⁸ Bianet, "Do Relatives of AKP Members Perform Compulsory Military Service?", 03/08/2015.

« Les enfants et la parenté des membres de ce gouvernement qui applique une politique de guerre s'exemptent du service militaire en payant ou en simulant [une maladie] tandis que les enfants des pauvres et des travailleurs perdent la vie en accomplissant leur service militaire obligatoire. »⁷⁹

Selon l'avocate turque Feride Laçın, membre du parti pro-kurde DBP (Parti Démocratique des régions), citée en février 2016 par le journal pro-kurde Rudaw, c'est délibérément que les autorités turques déploient des soldats kurdes dans les zones de couvre-feu ainsi que dans les régions kurdes où des affrontements opposent l'armée à la guérilla du PKK⁸⁰ :

« C'est à dessein que des soldats et policiers kurdes sont envoyés dans nos régions (...) Les soldats kurdes ne devraient pas braquer leurs fusils sur leur propre peuple. Ils devraient jeter leurs fusils et refuser de tuer leur propre peuple. »⁸¹

Elle rappelle que des policiers kurdes étaient présents lors de l'assassinat de l'avocat Tahir Elçi⁸². Celui-ci, bâtonnier du barreau de Diyarbakır et militant de la cause kurde, a été tué le 28 novembre 2015 à Sur (province de Diyarbakır) par un inconnu qui a pris la fuite : un policier a été tué et trois autres blessés dans la fusillade⁸³.

2.4. Cas de désertion en direction du PKK

Certains médias pro-kurdes publient des témoignages de jeunes hommes kurdes ayant déserté l'armée pour rejoindre la guérilla du PKK. Ces récits sont à prendre sous toutes réserves compte tenu de leur caractère militant.

Le 19 février 2016, le site pro-kurde Kurdish Info, citant l'agence Firat News Agency (ANF), publie le témoignage de deux jeunes hommes présentés comme des déserteurs de l'armée turque ayant rejoint la guérilla du PKK. Le premier dit avoir déserté à la fin de 2015 après avoir fait l'expérience de l'oppression et de l'exploitation dans les casernes de l'armée turque, « en réponse à l'oppression et au massacre du peuple kurde ». Le second, né à Mersin (côte sud), dit avoir déserté de sa garnison de Kars (Nord-Est) en 2014 après cinq ou six mois de service : il a réussi à fuir à la troisième tentative. D'après lui, dans l'armée turque, les soldats kurdes sont traités particulièrement mal et entourés de méfiance⁸⁴.

Le 4 juin 2017, le site d'information pro-kurde ANF publie le témoignage d'un jeune homme se présentant sous le nom de « Devrim Digor », 23 ans, qui dit avoir déserté de l'armée turque pour rejoindre la guérilla du PKK. Selon son récit, à prendre sous toutes réserves compte tenu de son caractère militant, « Devrim Digor », originaire de Kars (nord-est de la Turquie) et travaillant à Istanbul, a pris part à des actions en faveur des combattants kurdes de Kobanê en 2014, ce qui lui vaut d'être condamné à une peine de prison en Turquie immédiatement commuée en envoi au service militaire. Pendant son service, il est battu, insulté, exposé à des brimades et humiliations, et a notamment l'interdiction de parler kurde. Il est affecté dans le district de Lice (province de Diyarbakır), dans une zone d'affrontement avec les combattants clandestins du PKK. Lui et d'autres soldats, également d'origine kurde, sont régulièrement postés dans les endroits les plus exposés aux tirs des rebelles, dans le but supposé de les faire tuer et de retourner l'opinion de leurs familles contre le PKK. « Devrim Digor » dit avoir été témoin du meurtre, maquillé en suicide, d'un de ces conscrits kurdes persécutés par la hiérarchie. En conclusion, il invite les jeunes Kurdes à suivre son exemple et à refuser le service militaire⁸⁵.

⁷⁹ Bianet, "Do Relatives of AKP Members Perform Compulsory Military Service?", 03/08/2015.

⁸⁰ Rudaw, "Turkey deliberately sends Kurdish army soldiers to clash zones, lawyer says", 03/02/2016.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ibid.

⁸³ Le Monde, « Turquie : assassinat du bâtonnier de Diyarbakır, figure de la cause kurde », 28/11/2015.

⁸⁴ Kurdish Info, "Turkish army defectors in the PKK: Fight for freedom, not slavery", 19/02/2016.

⁸⁵ ANF, "Kurdish youth deserts the Turkish army and joins PKK", 04/06/2017.

Bibliographie

Sites web consultés entre le 4 et le 10 octobre 2017

Ouvrages

CLARKE John L., *What Should Armies Do?: Armed Forces and Civil Security*, Routledge, 2016

Législation nationale

TURQUIE, "Law No. 1111 of 1927, Military Law" (traduction anglaise non officielle), 20/03/1927

<http://www.refworld.org/docid/3ae6b4d020.html>

Institutions et agences internationales et européennes

UN Office of the High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in South-East Turkey; July 2015 to December 2016", 02/2017

http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1489578695_ohchr-south-east-turkeyreport-10march2017.pdf

European Asylum Support Office (EASO), "EASO Country of Origin Information. Report Turkey Country Focus", 11/2016

<http://www.refworld.org/docid/5874ddda4.html>

Conseil de l'Europe; « Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie », 06/06/2016

<http://semantic-pace.net/tools/pdf.aspx?doc=aHR0cDovL2Fzc2VtYmx5LmNvZS5pbmQvbnNveG1sL1hSZWYvWDJlURXLWV4dHIuYXNwP2ZpbGVpZD0yMjgwNCZsYW5nPUZS&xsl=aHR0cDovL3NlbnRlYXNpdjZS5uZXQvWHNsdC9OZGYvWFJlZi1XRRC1BVC1YTUwyUERGLnhzbA=&xsltparams=ZmlsZWlkaWkiPTIyODAO>

Institutions nationales turques

Gendarmerie turque, « Le but du centre d'examen [sic] et d'évaluation de la violation des droits de l'homme de la gendarmerie (JİHİDEM) », n.d.

http://www.jandarma.gov.tr/jihidem/frs/anasayfa_frs.htm

Gendarmerie turque, « Personnel structure of Gendarmerie General Command », n.d.

<http://www.jandarma.tsk.tr/ing/start.htm>

Autres institutions nationales

US Department of State, "2016 Report on International Religious Freedom – Turkey", 15/08/2017

http://www.ecoi.net/local_link/345315/476467_en.htm

US Department of State, "Country Report on Terrorism 2016", 19/07/2017

http://www.ecoi.net/local_link/344195/475203_en.html

Central Intelligence Agency (CIA, Etats-Unis), "The World Factbook – Turkey", m. à j. 19/07/2017

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html>

US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2016 – Turkey", 03/03/2017

http://www.ecoi.net/local_link/337219/466979_en.html

Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), « Turquie : information sur la loi de 2014 sur l'exemption du service militaire, y compris sur l'application de la loi; information sur d'autres lois concernant l'exemption payée du service militaire (2014-octobre 2016) », 30/01/2017

<http://www.refworld.org/docid/589463774.html>

Home Office, "Country Information and Guidance: Turkey: Military Service", 02/03/2016

[https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/566280/CIG - Turkey - Military Service.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/566280/CIG_-_Turkey_-_Military_Service.pdf)

Département d'Etat des Etats-Unis, « Turkey 2015 International Religious Freedom Report », 10/08/2016

<https://www.state.gov/documents/organization/256463.pdf>

US Department of State, "2013 International Religious Freedom Report – Turkey", 28/07/2014

http://www.ecoi.net/local_link/282025/399120_en.html

Immigration and Refugee Board of Canada (CISR), "Turkey: Military service, both compulsory and voluntary, including requirements, length, alternatives and exemptions; consequences of draft evasion and conscientious objection (2011-May 2014)", 04/06/2014

<http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455353&pls=1>

ONG

Vicdani Ret Derneği, "Er Onur Yaman, doldur-boşalt sırasında 'kaza' sonucu yaşamını yitirdi", 11/06/2017

<http://vicdaniret.org/er-onur-yaman-doldur-bosalt-sirasinda-kaza-sonucu-yasamini-yitirdi/>

Reporters sans Frontières, « Cumhuriyet, dernière victime en date de la "purge sans fin" des médias turcs », 31/10/2016 ;

<https://rsf.org/fr/actualites/cumhuriyet-derniere-victime-en-date-de-la-purge-sans-fin-des-medias-turcs>

Publications scientifiques

Institute of Advanced Legal Studies, "Library of Congress Global Legal Monitor - Turkey: More Emergency Decrees Issued", 08/09/2017

<http://ials.sas.ac.uk/aggregator/sources/4>

Global Security, "Gendarmerie General Command - Jandarma Genel Komutanlığı", 02/09/2017

<https://www.globalsecurity.org/military/world/europe/tu-gendarmerie.htm>

Asylum Research Consultancy, "Turkey Country Report – Update", 25/01/2017

http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1486117831_5890c8d84.pdf

TORUN Huzeyfe et TUMEN Semih, "The Effects of Compulsory Military Service Exemption on Education and Labor Market Outcomes: Evidence from a Natural Experiment", MPRA, Université de Munich, 30/01/2016
https://mpra.ub.uni-muenchen.de/61722/1/MPRA_paper_61722.pdf

ADAL Yılmaz, "Fighting against your own': Kurdish men serving in the Turkish army", Central European University, 2016,
www.etd.ceu.hu/2016/adal_yilmaz.pdf

KAYA Sümbül, « La construction sociale et étatique du "martyr" en Turquie : l'exemple du décès des soldats des forces armées turques lors des opérations de lutte anti-terroriste », Signes, Discours et Sociétés, 15. La fabrique des martyrs, 25/06/2015.
<http://www.revue-signes.info/document.php?id=4501>

KAYA Sümbül, « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie », Thèse dirigée par le Professeur Gilles DORRONSORO, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 25/11/2013,
http://www.fasopo.org/reasopo/jr/th_kaya.pdf

Country of Origin Research and Information (CORI), "Turkey: Military, conscription, ethnic Kurds, discrimination, deployment, draft evasion", 20/01/2011,
<http://www.refworld.org/docid/4d622bcf2.html>

KAYA Sümbül, « La fabrique du 'soldat-citoyen' à travers la conscription en Turquie », European Journal of Turkish Studies, 2008
<http://ejts.revues.org/2922>

ÜNSALDI Levent, « Le système de valeurs de l'armée turque », CERI-Sciences Po, 11/2004
<http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/artlu.pdf>

Central European University, "Yılmaz Adal", n.d.
<http://ceu.academia.edu/YILMAZADAL>

Médias

ANF, "28 identified bodies from Nusaybin not handed over to families", 21/09/2017.
<https://anfenglish.com/kurdistan/28-identified-bodies-from-nusaybin-not-handed-over-to-families-22245>

ANF, "HPG: Special operation centre destroyed in self-sacrifice action", 13/09/2017.
<https://anfenglish.com/kurdistan/hpg-special-operation-centre-destroyed-in-self-sacrifice-action-22095>

Hürriyet Daily News, "Gendarmerie seeks help from locals to capture PKK militants prior to Bülbul's killing: Village head", 15/08/2017
<http://www.hurriyetaidailynews.com/gendarmerie-seeks-help-from-locals-to-capture-pkk-militants-prior-to-bulbul-killing-village-head.aspx?pageID=238&nID=116784&NewsCatID=341>

Rudaw, "Turkey taps new officers for land, air, sea commands", 02/08/2017,
<http://www.rudaw.net/english/middleeast/turkey/020820171?keyword=gendarmerie>

Hürriyet, "Ağrı'dan Bilecik'e, Kürtçe türkülerle asker uğurlaması", 01/08/2017
<http://www.hurriyet.com.tr/agridan-bilecike-kurtce-turkulerle-asker-ugu-40537006>

Le Monde, « Turquie : 'Le Monde' et Reporters sans frontières lancent un appel en faveur de la liberté de la presse », 15/07/2017

www.lemonde.fr/international/article/2017/07/15/turquie-le-monde-et-reporters-sans-frontieres-lancent-un-appel-en-faveur-de-la-liberte-de-la-presse_5160983_3210.html

Gazete Duvar, "Hedefte ihraç edilmiş polisler ve akademisyenler mi var?" 23/06/2017

<https://www.gazeteduvar.com.tr/gundem/2017/06/23/hedefte-ihrac-edilmis-polisler-ve-akademisyenler-mi-var/>

ANF, "Is Erdoğan building a new paramilitary army?" 23/06/2017,

<https://anfenglish.com/features/is-erdogan-building-a-new-paramilitary-army-20611>

Hürriyet Daily News, "New decree law in Turkey imposes military service on terror convicts", 23/06/2017,

<http://www.hurriyetdailynews.com/new-decree-law-in-turkey-imposes-military-service-on-terror-convicts-.aspx?pageID=238&nID=114677&NewsCatID=338>

NTV, "Son dakika... 691 sayılı KHK yayımlandı", 23/06/2017,

http://www.ntv.com.tr/turkiye/son-dakika-691-sayili-khk-yayimlandi.tmlqyGo6YE27Opy_HhxOkQ

Rudaw, "Kürt askerinin şüpheli ölümü", 09/06/2017

<http://www.rudaw.net/turkish/middleeast/turkey/09062017>

Hürriyet Daily News, "Some 35 soldiers on active duty detained over Gülen links in Ankara-based operation", 05/06/2017,

<http://www.hurriyetdailynews.com/35-soldiers-on-active-duty-detained-over-gulen-links-in-ankara-based-operation.aspx?pageID=238&nID=113941&NewsCatID=341>

ANF, "Kurdish youth deserts the Turkish army and joins PKK", 04/06/2017,

<https://anfenglish.com/features/kurdish-youth-deserts-the-turkish-army-and-joins-pkk-20301>

Hürriyet Daily News, "642 militants 'neutralized' in Turkey since 2017: Ministry", 22/05/2017.

<http://www.hurriyetdailynews.com/642-militants-neutralized-in-turkey-since-2017-ministry.aspx?pageID=238&nID=113393&NewsCatID=341>

Hürriyet Daily News, "HDP lawmaker Nursel Aydoğan loses seat in parliament", 09/05/2017

<http://www.hurriyetdailynews.com/hdp-lawmaker-nursel-aydogan-loses-seat-in-parliament-112919>

Hürriyet Daily News, "67 PKK militants 'neutralized' in February: Interior ministry", 01/03/2017

<http://www.hurriyetdailynews.com/67-pkk-militants-neutralized-in-february-interior-ministry-.aspx?pageID=238&nID=110321&NewsCatID=341>

BONZON Ariane, « Pourquoi le PKK et l'État turc sont emportés dans une spirale infernale de violence », Slate, 13/12/2016

<http://www.slate.fr/story/131174/attentat-turquie-spirale-infernale-violence>

Hürriyet Daily News, "Aggravated life term sought for HDP deputy in Europe", 23/11/2016

<http://www.hurriyetdailynews.com/aggravated-life-term-sought-for-hdp-deputy-in-europe-106464>

RTS, « Plus de 1200 limogeages dans la gendarmerie turque », 03/11/2016
<http://www.rts.ch/play/radio/le-12h30/audio/plus-de-1200-limogeages-dans-la-gendarmerie-turque?id=8121034#?station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

Agence Anadolu, « Turquie : Arrestation de 200 militaires au siège du commandement de la gendarmerie », 16/07/2016,
<http://aa.com.tr/fr/titres-de-la-journ%C3%A9e/turquie-arrestation-de-200-militaires-aussi%C3%A8ge-du-commandement-de-la-gendarmerie/608977>

Sheri LAIZER, Ekurd Daily, "Kurdish Conscripts Confront Impossible Odds In Turkey", 01/03/2016,
<http://ekurd.net/kurdish-conscripts-odds-turkey-2016-03-01>

Rudaw, "Turkey deliberately sends Kurdish army soldiers to clash zones, lawyer says", 03/02/2016
<http://www.rudaw.net/NewsDetails.aspx?pageid=191587>

Milliyet, " 'Bu şehit Kürt oğlu Kürt'tür'", 22/01/2016
<http://www.milliyet.com.tr/-bu-sehit-kurt-oglu-kurt-tur--gundem-2182487/>

Le Monde, « Turquie : assassinat du bâtonnier de Diyarbakir, figure de la cause kurde », 28/11/2015
www.lemonde.fr/international/article/2015/11/28/turquie-assassinat-du-batonnier-de-diyarbakir-figure-de-la-cause-kurde_4819752_3210.html

Haberler, « Kürt Gençleri Askere Kürtçe Şarkılarla Uğurlandı », 06/11/2015
<https://www.haberler.com/van-da-asker-ugurlamasi-7851669-haberi/>

Kedistan, « Témoignage d'«appelé » en zones kurdes », 30/09/2015,
<http://www.kedistan.net/2015/08/03/temoignage-dappele-en-zones-kurdes/>

Aktuel TV, "Traktörlü intihar saldırısında ilginç detay", 04/08/2015
<http://www.aktuel.com.tr/gundem/2015/08/04/traktorlu-intihar-saldirisinda-iliginc-detay>

Bianet, "Do Relatives of AKP Members Perform Compulsory Military Service?", 03/08/2015
<http://bianet.org/english/politics/166527-do-relatives-of-akp-members-perform-compulsory-military-service>

Aktuel TV, "Şehit olan Kürt askerlerin cenazesinde HDP yok", 03/08/2015
<http://www.aktuel.com.tr/gundem/2015/08/03/sehit-olan-kurt-askerlerin-cenazesinde-hdp-yok>

EnSon Haber, "Şehit olan Kürt askerlerin cenazesinde HDP yok", 03/08/2015
<http://www.ensonhaber.com/sehit-olan-kurt-askerlerin-cenazesinde-hdp-yok-2015-08-03.html>

Tribune de Genève, « Le PKK revendique un attentat contre une gendarmerie turque », 02/08/2015
<https://www.tdg.ch/monde/pkk-revendique-attentat-gendarmerie-turque/story/26780272>

Bianet, "ECHR Convicts Turkey of Punishing Funeral Attendance", 02/12/2014
<http://bianet.org/english/world/160453-echr-convicts-turkey-of-punishing-funeral-attendance>

ANF, "Kürt askerinin şüpheli ölümü", 31/10/2014

<https://anfturkce.net/guncel/kurt-askerin-supheli-olumu-35865>

EnSon Haber, "Şehit asker Kürtçe ağıtlarla toprağa verildi İZLE", 27/10/2014

<http://www.ensonhaber.com/sehit-asker-kurtce-agitlarla-tograga-verildi-2014-10-27.html>

Bianet, "Turkey's Human Rights Groups In A Funding Squeeze", 18/12/2013

<http://bianet.org/english/other/152167-turkey-s-human-rights-groups-in-a-funding-squeeze>

Rudaw, "Suspicious Deaths Continue in Turkish Army", 28/11/2013

<http://rudaw.net/english/middleeast/turkey/28112013>

Bianet, « Hakkari Mayor Convicted to 15 Months of Prison », 22/08/2013

<http://bianet.org/english/minorities/149360-hakkari-mayor-convicted-to-15-months-of-prison>

The Independent, « The Honorary Kurd », 01/06/1996

<http://www.independent.co.uk/arts-entertainment/the-honorary-kurd-1335065.html>

Courrier International, « Milliyet », n.d.

<http://www.courrierinternational.com/notule-source/milliyet>

Dersim News, "Barış Aybek'in Babası: Çocuklarımız Öldükten Sonra Vatanın Önemi Yok!", n.d.

<http://dersimnews.com/2015/08/14/baris-aybekin-babasi-cocuklarimiz-oldukten-sonra-vatanin-onemi-yok>

Ekurd, « About Sheri Laizer », n.d.

<http://ekurd.net/author/sheri-laizer>

Son Haber, "PKK kurşunu Kürt askeri vurdu, şehidin annesi Kürtçe ağıtlar yaktı!", n.d.

<https://www.sonhaber.in/haber/5291/PKK-kursunu-Kurt-askeri-vurdu-sehidin-annesi-Kurtce-agitlar-yakti.html>